

## **Comité Régional de l'Enseignement Agricole Aquitaine**

### **Réunion du 06 octobre 2015**

#### **Compte rendu**

Le CREA Aquitaine s'est réuni à Bordeaux Science Agro (Gradignan) le 06 octobre 2015. A l'ordre du jour : les résultats aux examens, les effectifs à la rentrée 2015, les inscriptions par Affelnet et affectation Postbac, le décrochage scolaire et l'enquête CEFIL et les structures 2016 2017.

Le SNETAP FSU était représenté par Laurence DAUTRAIX, Étienne BERGES, Didier CUIDET, Rémi PHILTON, Flavien THOMAS.

#### **LES RESULTATS AUX EXAMENS JUIN 2015**

Le SRFD estime ces résultats globalement satisfaisants pour l'ensemble des composantes de l'Enseignement Agricole Aquitaine.

En Bac techno, le système du rattrapage a permis de remettre à niveau les résultats au-delà de la moyenne nationale.

En Bac pro, le SRFD souligne les résultats vont du simple au double selon les filières. Pour la filière service on note 16% de déperdition par rapport aux entrants (une tendance générale dans tous les bacs pros) qui pourrait s'expliquer par une réorientation vers l'apprentissage à l'issue de la seconde pro.

Le Conseil régional fait remarquer qu'à l'EN, on essaye de favoriser les parcours mixtes (alternance statut scolaire/apprentissage).

En réponse à la question d'une des organisations syndicales sur le décalage avec l'aménagement paysager, le SRFD n'a pas d'hypothèse solide à cette heure.

En BTS on remarque également de grandes disparités entre les voies de formation (par exemple en ACSE- variabilité de 35 à 92%).

Enfin nous avons du mal à garder les jeunes sur les formations technico-commerciales.

Le Snetap-FSU fait le lien entre ces constats et la place des Bac pros 3 ans en BTS.

Le Snetap-FSU réitère ses remarques de la mi-septembre : si nous pouvons nous satisfaire pour les élèves de ces bons taux de réussite, certains résultats nous étonnent (notamment en Bac Pro avec un très forte augmentation sur les filières production) et selon les composantes de l'EA (93 % de taux de réussite en BEPA dans les MFR).

Nous nous interrogeons aussi sur les résultats avant et après l'épreuve de contrôle.

#### **AFFELNET**

En Post 3<sup>ème</sup>, l'attractivité des filières est très différente selon le SRFD. Il y a des filières en danger : Conseil vente et Labo. Dans l'ensemble, le taux de remplissage est de 81%.

L'attractivité des CAPA semble au contraire satisfaisante. Mais il se fait souvent par défaut. Enfin nous notons une attractivité en augmentation pour les voies générale et technologique.

Alors que des organisations syndicales font remarquer que des 1<sup>er</sup> vœux sont refusés ou réorientés (alors que ces jeunes sont venus aux journées portes ouvertes) le SRFD reconnaît qu'il faudra prioriser les jeunes qui ont manifesté clairement une réelle volonté de s'inscrire dans le système de formation de l'EAP.

Les parents d'élèves soulignent eux aussi qu'il y a un problème d'information en ce qui concerne les filières de l'EA.

Le SRFD insiste sur des efforts qui ont été faits en la matière et qu'il ne faut pas relâcher. Pour les 1<sup>ères</sup> pro il y a une satisfaction des établissements en ce qui concerne le recrutement AFFELNET.

## **AFFECTATION POSTBAC**

Sur Postbac, les parents d'élèves attirent l'attention du SRFD sur les taux de pression qui biaisent l'expression des vœux. En effet certains élèves vont anticiper et ne feront pas de choix sur des établissements « saturés » avec trop de demandes non satisfaites.

Le SRFD reconnaît que lors des vœux il y a des stratégies individuelles liées aux moyens des familles qui limitent la mobilité ou des questions de choix. Le paradoxe c'est qu'on ne récupère pas les vœux 1. Mais d'un point de vue déontologique il n'est pas possible d'afficher le taux de pression N-1 par établissement car cela accélérerait la concurrence entre établissements.

## **DECROCHAGE SCOLAIRE**

Le SRFD annonce les chiffres bruts du décrochage : 1774 décrocheurs. Mais en réalité il y a tous ceux qui « sortent du radar » mais qui sont toujours dans le système de formation, apprentissage ou alternance. En réalité il y en a moins de 300 qui demeurent « introuvables ». Les vrais décrocheurs on les retrouve en missions locales.

Le Conseil régional souligne que la région fait des efforts pour repérer les décrocheurs « hors radar » avec 60% de taux de réponse sur les enquêtes.

Pour le Snetap-FSU ces chiffres du décrochage scolaire doivent aussi être analysés au regard de la baisse d'attractivité de la filière pro, du refus de l'administration de revenir sur les parcours 3 ans pour tous et de la baisse des moyens pour l'individualisation.

## **ENQUETE CEFIL**

Cette enquête a deux volets : la poursuite d'étude et le projet professionnel.

35% des jeunes ont révisé leur projet en cours d'étude. Les niveaux les plus recherchés sont le Bac pro et le BTS. En matière de choix d'établissement et de filières, l'éloignement du centre de formation joue beaucoup moins que l'image du métier et de la filière ainsi que la bonne réputation de l'établissement.

L'importance du contenu des stages pour les choix et la construction du projet pro est également soulignée (60%).

Le Snetap-FSU fait remarquer le décalage très net entre les vœux des filles (aller au-delà de bac +2 ) et la réalité des résultats. Donc c'est un constat d'échec.

Pour le SRFD il n'y a pas d'obligation de pousser les jeunes à aller le plus loin possible dans leurs études mais seulement de répondre au mieux à leurs projets professionnels en favorisant au mieux l'insertion et l'employabilité. On sait par ailleurs que les employeurs hésitent à recruter des jeunes « surdiplômés » parce qu'ils craignent d'avoir à les rémunérer au niveau de diplôme auquel ils peuvent prétendre.

Selon la Chambre d'agriculture, les employeurs préfèrent aussi recruter un jeune avec un « bon CAPA » et lui donner ensuite la possibilité de progresser par le biais de la formation continue. Et puis le diplôme et les compétences ce sont deux choses différentes car rarement en adéquation. Le DRAAF répond qu'il faut faire attention de pas rester sur une image désuète des métiers de l'agriculture qui, au contraire nécessitent aujourd'hui de plus en plus de compétences techniques et polyvalentes dans tous les domaines.

Concernant l'adéquation « pure et parfaite » entre l'offre de formation et la demande sur le marché de l'emploi, le Snetap-FSU répond que c'est un peu la quadrature du cercle : la demande est très fluctuante et le système de formation raisonne à l'horizon 3 à 5 ans ou sur du plus long terme, car il faut pérenniser les filières. Par ailleurs, il rappelle qu'en France (c'est peut-être pire dans le reste de l'Europe !), 80% des emplois précaires sont occupés par des femmes. Le comportement et les attentes différentielles des filles sont sans doute très rationnels : elles pensent pouvoir améliorer leur employabilité future en cherchant à atteindre un niveau de compétences plus important et sanctionné par un diplôme. D'autre part on sait combien il est difficile de progresser pour celui ou celle qui cherche à améliorer sa situation par le biais de la formation continue. C'est pourquoi il est aussi important pour un(e) jeune (femme) d'arriver sur le marché de l'emploi avec le maximum de bagages et de compétences.

## **EFFECTIFS DE RENTREE** (voie scolaire)

On constate une baisse des effectifs dans le public et en MFR et hausse UNREP et CREAP.

La DRAAF souligne que l'an dernier il y avait eu une augmentation des effectifs dans le public. Selon lui l'équilibre parfait entre composantes de l'EA n'est pas toujours possible et les possibilités d'ouverture dans le public se sont fermées. Il reconnaît toutefois qu'il y a un vrai sujet d'inquiétude.

Pour le Snetap-FSU la baisse dans l'enseignement agricole public est inquiétante. C'est le fruit d'une politique de seuil qui dure depuis dix ans. Elle aboutit en définitive sur un manque chronique de dynamisme avec ce système implacable d'une ouverture contre une fermeture. On constate que ce sont les classes entrantes qui sont touchées et donc les dégâts se poursuivent et laissent des traces. Il est important de noter également que la voie est particulièrement touchée puisqu'on constate une baisse de près de 10 % à l'entrée en 2<sup>nd</sup> Pro.

Sur ce point le Snetap-FSU maintient donc ses commentaires déjà faits lors du dernier CTREA : dans le public aucun établissement n'atteint l'objectif des effectifs fixés l'an passé alors que nous sommes aujourd'hui dans un pic démographique qui provoque de grosses difficultés d'accueil des élèves à l'EN. De toute évidence ces chiffres feront à nouveau reculer la part du public dans l'Enseignement agricole.

Pour le Snetap-FSU ces chiffres sont le résultat :

- de la politique des seuils menés depuis de nombreuses années par la DGER,
- de l'échec de la rénovation de la voie professionnelle,
- d'un manque de dynamisme dans la carte des structures pour le public (aucune évolution sans contrepartie voire aucune ouverture; ce qui se vérifie de façon criante cette année encore),
- de la politique de rétention des élèves à l'EN (les établissements remarquent un décalage entre les intentions des familles lors des salons et des portes ouvertes et le recrutement réel),
- de la relation avec les professionnels et du manque de valorisation des métiers.

**Une réflexion urgente avec l'ensemble des acteurs (Professionnels, Conseil Régional, Rectorat ...) est absolument nécessaire.**

## **APPRENTISSAGE**

Il y a de la demande de la part des employeurs en apprentissage dans le secteur de la viticulture et de l'agroéquipement. Cette demande est non-pourvue.

Pour le Snetap-FSU les chiffres de l'apprentissage à ce jour sont largement en dessous des objectifs fixés et des moyens mis en œuvre. Ils doivent amener les administrations nationale et régionale à réinterroger la priorité donnée à l'apprentissage.

## **PROJET STRUCTURES 2016 – 2017**

**Pour l'enseignement agricole privé :** Le CREAP demande une ouverture nette d'une classe de 20 élèves en 3<sup>ème</sup> au LPA de Sauveterre de Béarn. Avis favorable.

La MFR de Périgueux demande une ouverture nette d'une BTS DATR (développement animation des territoires ruraux) Avis réservé.

Les autres propositions : avis défavorable (pb. de concurrence avec le public, d'attractivité, de doublon, de plateau technique...)

**Pour l'enseignement agricole public :** aucune ouverture nette ne reçoit d'avis favorable. Seul un réajustement des seuils reçoit un avis favorable (augmentation de la capacité d'accueil de 16 à 24 en seconde pro conseil vente au LPA de Bergerac).

L'ouverture d'une seconde générale et technologique à 32 élèves en 2016 à Blanquefort reçoit un avis réservé.

Les autres avis sont défavorables.

Selon le SRFD les refus d'ouverture dans le public sont liés à un manque de moyens.

Le Snetap-FSU interroge le SRFD sur les classes de terminales de la Tour Blanche : seront-elles transformées aussi en sections dans la mesure où vous refusez la transformation en classe de la

section de 1<sup>ère</sup> ?

Le DRAAF annonce qu'il verra pour ces classes de terminales mais ne souhaite pas aller plus vite que la musique. Selon lui, à Blanquefort, quelle que soit la configuration politique, on ne pourra pas indéfiniment contourner la réalité. Il faudra de toute façon prendre des décisions, d'autant que la démographie ne va pas changer sur l'agglomération Bordelaise. Aujourd'hui ils assurent quand même l'accompagnement démographique et on ne peut pas faire davantage.

Le Snetap-FSU continue à dénoncer un projet sans ambition qui va à l'encontre des besoins réels de l'EAP et ne répond pas aux défis qui se posent à lui au regard des difficultés de recrutement observées cette année.

Il ne redonnera pas le dynamisme et une réflexion urgente sur cette carte de formation est nécessaire.

L'annonce de l'administration d'une embellie en 2017 ne peut nous satisfaire car ces avis différés à 2017 ne sont pas une réponse. Le pic démographique ne va pas durer et les configurations politiques complexes qui s'annoncent (présidentielle 2017, réforme territoriale horizon 2016) font peser un risque sur la réalisation effective de ces demandes. La réponse nécessaire ne peut attendre aussi longtemps.

Concernant le détail de la DGH par établissement, le DRAAF renvoie les OS vers les chefs d'établissement qui ont la main sur cette question. Le SRFD ne donne que l'enveloppe globale par EPL.

Sur cette question le Conseil régional rappelle qu'il représente les élus et qu'il n'a pas à traiter d'une question technique qui regarde exclusivement les services de la DRAAF.